

AVIS DE MARCHE

NATURE DU MARCHE : Marché public de services

La procédure d'achat du présent avis n'est pas couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC.

POUVOIR ADJUDICATEUR

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur :

Nom de l'organisme : ETAT - Direction des Territoires, de l'Alimentation et de la Mer

Point de contact : Accueil de la Direction des Territoires, de l'Alimentation et de la Mer

Adresse : Bd Constant Colmay

BP 4217

Code postal : 97500 Ville : Saint pierre et Miquelon

Téléphone : 0508411200 Télécopieur : 0508413950

Courriel : DTAM-975@equipement-agriculture.gouv.fr

Adresse Internet (URL) : <http://www.saint-pierre-et-miquelon.developpement-durable.gouv.fr/>

Adresse du profil d'acheteur (URL) : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

OBJET DU MARCHE

Objet du marché :

Élaboration de propositions adaptées pour le contrôle technique des véhicules sur l'archipel de St-Pierre et Miquelon

Type de marché de services : marché de prestations intellectuelles

Classification CPV

Objet principal : 79933000

Lieu d'exécution : Saint-Pierre et Miquelon - 97500

L'avis implique : un marché public

CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES

Les prestations, objet du présent marché, concernent l'élaboration de propositions adaptées pour le contrôle technique des véhicules sur l'archipel de St-Pierre et Miquelon

Quantités :

Les résultats des prestations consistent en la production par le titulaire des documents suivants :

- livrable n°1 : un **rapport de situation détaillé**
- livrable n°2 : un **rapport de propositions détaillé**
- Livrable n°3 : un **dossier projet de centre de contrôle technique** adapté pour St-Pierre et Miquelon,
- Livrable n°4 : un **plan d'actions** pour la mise en place du contrôle technique adapté pour St-Pierre et Miquelon,
- Livrable n°5 : une **proposition d'accompagnement** des services de la DTAM pour la mise en place du contrôle technique adapté pour St-Pierre et Miquelon,

Options :

Possibilité de confier au titulaire du marché la réalisation de prestations similaires après passation d'un ou de plusieurs marchés passés sans publicité ni mise en concurrence préalables en application de l'article R.2122-7 du CCP

Acceptation des variantes : Non

Prestations divisées en lots : Non

CONDITIONS RELATIVES AU MARCHE

Modalités essentielles de financement et de paiement et / ou références aux textes qui les régulent :

* Origine du financement : Budget Etat

- * Une avance sera accordée au titulaire selon les conditions fixées dans le cahier des charges
- * Les prix seront fermes actualisables
- * Les comptes seront réglés sous la forme de décomptes
- * Le délai global de paiement du règlement des comptes sera fixé à 30 jours

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché :

Nature de l'attributaire, le marché sera conclu :

- soit avec un prestataire unique
- soit avec des prestataires groupés conjoints ou des prestataires groupés solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

CONDITIONS DE PARTICIPATION

Situation juridique - références requises :

- * Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du CCP, à cet effet le candidat pourra utiliser les formulaires DC1 et DC2 téléchargeables sur le site <http://www.economie.gouv.fr> (DAJ / Formulaires - Marchés publics) ;
- * La forme juridique du candidat ;
- * En cas de groupement, sa nature et le nom du mandataire ;
- * Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché
- * Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP seront exclus;
- * Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-7 à L.2141-11 du CCP pourront être exclus;

Capacité économique et financière - références requises :

- * Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles ;
 - * Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels par attestation conforme à l'arrêté du 5 janvier 2016 ;
 - * Des bilans ou extraits de bilans, concernant les 3 dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi ;
- Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur.

Capacité économique et financière - niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) :

Référence professionnelle et capacité technique - références requises :

A - Expérience :

La présentation d'une liste des principaux services, en rapport avec l'objet du marché, effectués au cours des 5 dernières années, indiquant la description sommaire des prestations fournies, le montant, la date et le destinataire public ou privé. Cette présentation pourra être accompagnée d'attestations de l'acheteur.

B - Capacités professionnelles :

- * L'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment la présentation des curriculums vitae des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché;
- * Les certificats de qualifications professionnelles éventuels en lien avec la nature du marché;
- * Les certificats de qualité éventuels, délivrés par des organismes indépendants fondés sur les normes européennes

La preuve de ces capacités peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

C - Capacités techniques :

- * Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des 3 dernières années ;

* Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché public ;

* Une description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance). En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités des opérateurs économiques pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ceux-ci.

Référence professionnelle et capacité technique - niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) :

L'acheteur n'exige pas la fourniture des documents demandés s'ils ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation.

Marché non réservé.

CRITÈRES D'ATTRIBUTION

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges.

PROCÉDURES

Type de procédure : Procédure adaptée entre 90 000 € et 139 000 €.

Recours à une procédure se déroulant en phases successives afin de réduire progressivement le nombre des offres à

négozier : Non

Conditions de délai

Date limite de réception des offres : 14/09/2021 à 14 h, heure de Saint-Pierre et Miquelon (18h métropole)

Délai minimum de validité des offres : 120 jours, à compter de la date limite de réception des offres.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur :

DTAM975_CONTROLE_TECHNIQUE_2021

Autres informations :

* Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que tous les documents de présentation associés ;

* Unité monétaire utilisée, l'euro ;

* A titre indicatif, les prestations commenceront vers octobre 2021 pour une durée de 38 semaines, soit jusque fin juin 2022 ;

* Les prestations ne sont pas réservées à une profession particulière ;

* Les personnes morales ne seront pas tenues d'indiquer les noms et les qualifications professionnelles des membres du personnel chargés de l'exécution du marché ;

* Il ne s'agit pas d'un marché à caractère périodique ;

* Le marché ne s'inscrit pas dans un projet/programme financé par des fonds communautaires ;

Modalités d'ouverture des offres

* Personnes autorisées à assister à l'ouverture des offres : Non

* L'ouverture des plis n'est pas publique.

Conditions d'obtention du cahier des charges et des documents complémentaires :

* Le mode de retrait du dossier de consultation ne conditionne pas le choix du mode de transmission de la candidature ;

* Les documents de la consultation sont disponibles par voie électronique sur la plate-forme de dématérialisation

<https://marches-publics.gouv.fr> sous la référence publique

"DTAM975_CONTROLE_TECHNIQUE_2021 ", après avoir installé les pré-requis techniques et avoir pris connaissance du manuel d'utilisation ;

Conditions de remise des offres ou des candidatures :

- * L'heure de remise des candidatures et des offres est l'heure locale de l'adresse du pouvoir adjudicateur
- * Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique ou sur support matériel, par le maître de l'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres. Les autres documents sont retournés au candidat sans être ouverts ;
- * Si plusieurs offres électroniques sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue. L'offre rejetée est effacée des fichiers du pouvoir adjudicateur sans avoir été lue. Le candidat en est informé.
- * La copie de sauvegarde, prévue à l'article R.2132-11 du CCP, doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible "copie de sauvegarde".
- * Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le pouvoir adjudicateur ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte. Si cette dernière comportait elle aussi un programme informatique malveillant, les candidatures ou les offres seront réputées n'avoir jamais été reçues
- * Le mode de transmission des offres retenu est l'échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation. Cependant le pouvoir adjudicateur acceptera les offres transmises sous format papier ou sur un support physique électronique.
- * Dans l'hypothèse d'un envoi sur support physique électronique, les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe 12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.
- * Les offres transmises par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence publique "DTAM975_CONTROLE_TECHNIQUE_2021", le seront suivant les modalités précisées dans le règlement de la consultation.

PROCÉDURES DE RECOURS

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Nom de l'organisme : Tribunal Administratif de Saint Pierre et Miquelon

Adresse : Place Lieutenant Colonel Pigeaud

Code postal : 97500 Ville : Saint Pierre

Téléphone : 0508411030 Télécopieur : 0508412712

Courriel : courrier@spm975.gouv.fr

Adresse Internet (URL) : <http://saint-pierre-et-miquelon.tribunal-administratif.fr>

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

- * Référé précontractuel : depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat (article L551-1 du Code de Justice Administrative) ;
- * Référé contractuel : 31 jours à compter de la date de publication de l'avis d'attribution du marché (article L551-13 à L551-23 et R551-7 à R551-10 du Code de Justice Administrative) ;
- * Recours pour excès de pouvoir : dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision de rejet (articles R421-1 à R421-3 du Code de Justice Administrative) ;
- * Recours de plein contentieux : dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité concernant l'attribution du marché.

DATE D'ENVOI DU PRÉSENT AVIS A LA PUBLICATION : 28/07/2021

ADRESSES COMPLÉMENTAIRES

Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre administratif peuvent être obtenus :

Nom de l'organisme : ETAT - Direction des Territoires, de l'Alimentation et de la Mer

Chargée de mission commande publique

Boulevard Constant Colmay

BP 4217

97500 Saint-Pierre Saint-Pierre et Miquelon

Téléphone : 0508411249 - Télécopieur : 0508413950

Adresse de courrier électronique (courriel) : cmcp.sg.dtam-975@equipement-agriculture.gouv.fr

Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus :

Nom de l'organisme : ETAT - Direction des Territoires, de l'Alimentation et de la Mer

Points de contact :

M. Yves de MONTGOLFIER

Chef du Service Routes, Constructions, Bâtiments

Téléphone : 05 08 41 12 40

Courriel : yves.de-montgolfier@equipement-agriculture.gouv.fr

Mme Laureen TREGUIER

Adjointe au Chef du Service Routes, Constructions, Bâtiments

Téléphone : 05 08 41 12 44

Courriel : laureen.treguier@equipement-agriculture.gouv.fr

Adresse à laquelle les offres doivent être envoyées :

Nom de l'organisme : Direction des Territoires de l'Alimentation et de la Mer

Point de contact : Accueil de la DTAM

Adresse : Bd Constant COLMAY

BP 4217

Code postal : 97500 Ville : SAINT-PIERRE ET MIQUELON

Téléphone : 0508411200

Adresse du profil d'acheteur (URL) : <https://www.marches-publics.gouv.f>